



Axel Salheiser et Christoph Richter

Les profiteurs de la peur ?

Le populisme de droite et la crise du COVID-19
en Europe
Allemagne

EUROPA

EUROPA

L'Europe a besoin de la démocratie sociale !

Dans quelle Europe voulons-nous vivre ? Comment réaliser aujourd'hui nos rêves européens de liberté, de paix et de démocratie, face aux oppositions issues de l'intérieur et l'extérieur de l'Union ? Comment donner à la démocratie sociale une place forte en Europe ? C'est à ces questions que la Friedrich-Ebert-Stiftung consacre sa série «politiques pour l'Europe». L'objectif de notre fondation est de montrer qu'il est à la fois possible et nécessaire de faire de l'intégration européenne une construction démocratique, équilibrée sur le plan économique et social et fiable en matière de politique étrangère !

Les sujets au centre de notre réflexion sont:

- L'Europe démocratique
- La transformation sociale-écologique
- L'avenir du travail
- La paix et la sécurité

Ces thématiques font l'objet de publications et d'événements organisés par notre fondation. Jouant un rôle de conseil pour les décideurs politiques et syndicaux, nous prenons des initiatives et formulons des propositions concrètes sur tous les enjeux politiques majeurs. Nous faisons avancer le débat sur l'avenir de l'Europe et c'est avec vous que nous souhaitons le mener dans notre série «politiques pour l'Europe»

Résumé

Au plus bas dans les sondages, handicapé par des conflits internes et coupable de revirements peu convaincants au cours de l'évolution de la situation sanitaire, le parti AfD n'a pas réussi à tirer profit politiquement de la crise du coronavirus. Sa critique virulente à l'encontre du gouvernement entre en contradiction avec l'opinion de la population, qui reste largement positive. Le parti tente de faire le lien avec ses marqueurs politiques historiques : la lutte contre les réfugiés et la stricte gestion des frontières d'un côté, la politique antieuropéenne de l'autre. A la faveur de puissantes campagnes de désinformation sur les réseaux sociaux, les mouvements de contestation aux origines très diverses ont trouvé dans la critique du système et l'idéologie du complot un point de convergence déterminant pour s'opposer à la politique gouvernementale.

Auteurs

Axel Salheiser et **Christoph Richter** sont chercheurs à l'Institut pour la démocratie et la société civile à Jena (Institut für Demokratie und Zivilgesellschaft).

Responsables du projet

Philipp Fink, directeur du bureau de la FES dans les pays nordiques

Thomas Manz, directeur du bureau de la FES en France

Tobias Mörschel, directeur du bureau de la FES en Italie

Les profiteurs de la peur ?

Le populisme de droite et la crise du COVID-19 en Europe Allemagne

L'épidémie de COVID-19 qui sévit depuis le début d'année est d'ores et déjà un tournant historique, qui a mis au jour la vulnérabilité de nos sociétés contemporaines très mondialisées. Si en Allemagne, les répercussions sociales, économiques et politiques à long terme commencent elles aussi à se faire ressentir, le pays a toutefois connu jusque fin juillet 2020 une progression relativement modérée de l'épidémie. Depuis le début de la vague de contamination jusqu'à la fin du mois d'août, l'Allemagne comptait environ 240 000 cas et plus de 9000 décès dus soit au coronavirus directement soit à des complications pathologiques (RKI 2020). Après une augmentation rapide du nombre de cas en mars 2020, le nombre de nouveaux cas recensés par jour n'a cessé de diminuer depuis début avril et est resté longtemps sous la barre des 1000. En dehors de quelques foyers d'infection locaux (certains districts ou communes), la première vague de l'épidémie en Allemagne a été considérée comme contenue. Depuis fin juillet cependant, l'institut Robert-Koch, observateur officiel de la situation épidémique, a alerté sur une nouvelle hausse sensible du nombre de contaminations (RKI 2020). Dans ce pays largement tourné vers les exportations, la crise du coronavirus a eu de fortes répercussions sur l'économie, d'autant plus que la demande intérieure a elle aussi reculé (Belitz et al. 2020). Ce sont principalement les secteurs de la production, de la restauration, de l'événementiel et du tourisme ainsi que les commerces qui ont subi de lourdes pertes. Le DAX, l'indice boursier allemand, a quant à lui atteint ponctuellement un niveau historiquement bas. En juin 2020, l'Allemagne comptait environ 2,85 millions de personnes au chômage – un niveau jamais atteint depuis 2014. On estime que plus de 600 000 d'entre elles se sont retrouvées au chômage du fait de la crise sanitaire (Bundesagentur für Arbeit 2020). En mars et en avril, environ 10,7 millions de salariés étaient au chômage partiel du fait de la crise. Ils étaient encore environ 350 000 en juin. Le 3 juin, le gouvernement fédéral allemand a adopté un ensemble de mesures pour lutter contre la crise et en atténuer les répercussions. Il a notamment annoncé des investissements dans les infrastructures sociales et le secteur de la santé (BMF 2020).

LA STRATÉGIE DES POPULISTES DE DROITE : CRITIQUER LA POLITIQUE GOUVERNEMENTALE « DÉFICITAIRE »

L'AfD (Alternative pour l'Allemagne), le parti de la droite populiste et radicale, n'a pas attendu pour mettre le coronavirus au centre de son message en tant que parti d'opposition, dénonçant avec véhémence la politique, à ses yeux déficitaire, menée par le gouvernement fédéral. Dans leurs prises de parole médiatique, les leaders du parti ont commencé par accuser le gouvernement d'avoir trop tardé à prendre des mesures globales de protection de la population face à l'épidémie (le 23 mars 2020), tout en qualifiant d'échec la politique visant à limiter l'impact économique de la crise et en regrettant l'absence de stratégie concernant la levée progressive des nécessaires mesures de restriction qui avaient été décidées pendant la crise. Pourtant, au Parlement fédéral, mais surtout au niveau régional, l'AfD a dans un premier temps soutenu les mesures sanitaires de protection adoptées par la coalition gouvernementale, renonçant à plusieurs reprises à son rôle d'opposant habituel. Les dirigeants du parti se sont alors vus contraints de justifier ce conformisme pragmatique sur les réseaux sociaux auprès de leurs partisans (Steffen 2020).

À mesure que la crise a évolué, les grandes figures de l'AfD ont remis en cause la pertinence des mesures de protection, en particulier l'obligation du port du masque (Thorwarth 2020) qui, en Allemagne, n'était imposé que dans les bâtiments publics, dans le train, dans les transports en commun et dans les magasins. Des députés du parti ont été jusqu'à remettre en question l'existence même d'une « urgence épidémique » qui justifierait notamment la réduction du nombre de parlementaires lors des votes.¹ En outre, le parti a critiqué les restrictions de la liberté de circulation dans l'espace public, la fermeture temporaire des restaurants et des commerces (hors supermarchés et épiceries) ainsi que les normes sanitaires strictes imposées dans le secteur de la production, qui ont entraîné un arrêt d'activité temporaire des entreprises ainsi que des pertes de chiffre d'affaires considérables. Ponctuellement, l'AfD a également établi un

¹ „Eklat um AfD: Partei widersetzt sich Corona-Beschränkungen – Notsituation nicht existent“ : Merkur, <https://www.merkur.de/politik/afd-coronavirus-bundestag-deutschland-beschaenken-umweltausschuss-berlin-pandemie-eklat-zr-13762104.html> [20 Juillet 2020].

lien entre l'épidémie et ses revendications historiques – l'expulsion massive des demandeurs d'asile et la gestion stricte des frontières – suggérant que les migrants augmentaient le risque d'infection.²

Au grand dam de l'AfD, les enquêtes d'opinion indiquent cependant qu'une majorité écrasante de la population allemande soutient sur le long terme les mesures de sécurité et les restrictions drastiques de la vie quotidienne imposées par les instances fédérales et régionales. Au vu des incertitudes quant à l'évolution de l'épidémie, le risque de fracture au sein de la société était relativement faible et le terrain peu favorable à une exploitation du sujet à des fins de propagande ; et ce d'autant plus que, selon ces mêmes enquêtes d'opinion, une grande partie de l'électorat de l'AfD approuvait et respectait les mesures sanitaires de protection, tout en se déclarant sensiblement moins satisfait de la gestion de la crise par le gouvernement fédéral et bien plus critique vis-à-vis des mesures imposées (Kühne 2020). Le COVID-19 Snapshot Monitoring (COSMO)³ – un sondage représentatif régulier portant sur le niveau d'information des citoyens, leur perception du risque, le respect des mesures de protection et leur niveau de confiance dans le contexte de l'épidémie de COVID-19 en Allemagne – fait état d'un recul sensible depuis avril de l'acceptation des restrictions générales au sein de la population. Pour autant, selon une enquête ultérieure (7 juillet 2020), les réglementations plus strictes imposées dans les territoires les plus touchés, le port du masque et la restriction des libertés personnelles étaient toujours bien acceptés.

LES POPULISTES DE DROITE AU PLUS BAS DANS LES SONDAGES

L'AfD a atteint pendant la crise du coronavirus son niveau le plus bas dans les sondages depuis les élections fédérales du 24 septembre 2017, au cours desquelles le parti avait réuni 12,6 % des voix, devenant ainsi le plus grand groupe parlementaire d'opposition. Depuis début mars 2020, le parti est de moins en moins populaire. Tous les instituts de sondage mesurant les intentions de vote attribuent depuis plusieurs mois à l'AfD des scores bien inférieurs (entre 9 et 11 %) à ceux du début de l'année (15 %). Selon l'institut Forsa par exemple, le parti stagnait même (au 22 août 2020) en dessous des 10 %, et c'est toujours le cas en septembre. Dans le même temps, le parti majoritaire de la coalition gouvernementale, la CDU/CSU (chrétiens-démocrates) était créditée de 38 % des intentions de vote, soit une augmentation de cinq points par rapport aux élections de 2017.⁴ Comme l'a montré par exemple le baromètre politique⁵ mensuel de la chaîne de télévision publique ZDF et du centre de re-

cherche Forschungsgruppe Wahlen, la population allemande n'a jamais été aussi satisfaite du travail de son gouvernement, ce qui constitue une preuve de l'approbation de l'exécutif et du soutien général à sa politique de lutte contre le coronavirus. Ainsi, en juillet 2020, 87 % des personnes interrogées se déclaraient favorables au port du masque obligatoire dans les commerces. Cette mesure était soutenue par une part bien inférieure (58 %) – bien que majoritaire – de l'électorat de l'AfD. L'enquête d'opinion de la chaîne de télévision publique ARD du 24 juillet 2020 a également montré que 79 % des personnes interrogées s'étaient habituées au port du masque et au respect des règles de distanciation physique. 19 % des personnes interrogées, et 43 % de l'électorat de l'AfD, estimaient qu'il était difficile de respecter les règles.⁶

Ces derniers mois ont été marqués par une crise interne de l'AfD et des dissensions au niveau fédéral. De nombreux observateurs voient en ces désaccords une lutte de pouvoir, voire un tournant critique dans l'histoire du parti. En cause : les réactions de la direction fédérale (en particulier du porte-parole fédéral de l'AfD, Jörg Meuthen) face au risque de surveillance du parti par l'Office fédéral de protection de la constitution (Bundesverfassungsschutz - BfV) et à l'auto-dissolution forcée de l'aile radicale nationaliste du parti baptisée « l'Aile » (« Flügel »), un courant interne du parti, qui était déjà placé sous surveillance et rassemblait de manière officielle des membres d'extrême droite autour de leur leader Björn Höcke, président de l'AfD dans le land de Thuringe. Le BfV considère désormais les membres de l'Aile et des Jeunes de l'AfD – soit environ 7000 personnes – comme appartenant au contingent de l'extrême droite en Allemagne (BMI 2020). Le 15 mai 2020, Andreas Kalbitz – président de l'AfD dans le Land de Brandebourg et membre de la direction fédérale – a été exclu du parti à l'initiative du président Jörg Meuthen et sur décision de la direction fédérale pour ne pas avoir déclaré avoir été membre d'organisations néonazies dans le passé. Or, cette exclusion aurait dû être décidée dans le cadre d'un arbitrage. Andreas Kalbitz a donc fait appel auprès du tribunal administratif de Berlin. Le 25 juillet 2020, l'instance d'arbitrage fédérale de l'AfD a confirmé l'exclusion d'Andreas Kalbitz (Leffers 2020) qui a donc été débouté de son recours par le tribunal administratif de Berlin (Balser 2020). Dans ce contexte, une partie de la direction fédérale ainsi que de nombreux membres de l'AfD reprochent à Jörg Meuthen ses tendances clivantes et son comportement nuisible au parti. Nombreux sont les membres qui soutiennent publiquement Andreas Kalbitz, fort de sa réputation d'homme de réseau au sein de l'AfD. Jörg Meuthen a toutefois nié dans des interviews publiques, comme il le fait depuis plusieurs années, le fait que le parti ait un problème lié à l'extrême-droite et soit gangrené par des activistes nationalistes radicaux, des faits pourtant indéniables aux yeux des observateurs de la société civile et de la vie politique (Funke 2020) (Pfahl-Traugher 2019).

² Ibid.

³ COVID-19 Snapshot Monitoring (COSMO) : <https://projekte.uni-erfurt.de/cosmo2020/web/> [20 juillet 2020].

⁴ Wahlrecht: Sonntagsfrage Bundestagswahl: <https://www.wahlrecht.de/umfragen/> [20 juillet 2020].

⁵ Forschungsgruppe Wahlen e.V.: Politbarometer Oktober II 2020: <https://www.forschungsgruppe.de/Aktuelles/Politbarometer/> [20 juillet 2020].

⁶ Tagesschau: Mehrheit hat sich an Maske gewöhnt: <https://www.tagesschau.de/inland/deutschlandtrend-2277.html> [24 juillet 2020].

Il est possible que la chute de popularité du parti ne soit pas liée à l'approbation générale du gouvernement et de sa politique mais plutôt au fait que le parti ait dû se cantonner au rôle d'opposant passif au cours de la crise du coronavirus. Une autre hypothèse tout aussi valable serait que l'AfD ait pâti de la mauvaise image donnée par les conflits internes portant sur la ligne du parti. Dans tous les cas, force est de constater que l'AfD n'a pas tiré parti de la crise du coronavirus et que sa stratégie consistant à critiquer sévèrement la gestion de crise du gouvernement n'a au mieux convaincu que ses propres sympathisants. Bien que la tendance soit à la baisse, le parti reste cependant relativement puissant en Allemagne de l'Est, comme en témoignent ses résultats aux élections régionales dans les Länder de Saxe et de Thuringe.⁷ Selon un sondage de l'institut Forza du 18 juillet 2020, l'AfD culminait à 19% (27% chez les hommes, contre 12% chez les femmes).⁸ Dans un autre sondage plus récent du 4 octobre 2020 réalisé par Kantar Emnid, le parti recueille à l'Est 18% d'opinions favorables (contre 24% l'année précédente). En dépit de cette conjoncture légèrement négative, l'AfD reste aujourd'hui la troisième force politique de l'Allemagne de l'Est, derrière la CDU et Die Linke.

LES REVIREMENTS DE L'AFD AU PARLEMENT FÉDÉRAL ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

Lors des débats au Bundestag sur la lutte contre la crise sanitaire le 25 mars 2020, Alexander Gauland, porte-parole du groupe de l'AfD et président d'honneur du parti déclara : « La priorité est d'être unis. Il en va de notre devoir civique », laissant entendre que le parti approuvait le programme du gouvernement. Si, étonnamment, il fit l'éloge de la politique du gouvernement en mentionnant des « positions communes », il invoqua, en revanche, surtout le fait que l'on pouvait certes « protéger les frontières » mais que cette décision arrivait alors qu'il était en réalité déjà bien trop tard. Cette pique lancée à l'adresse du gouvernement réactivait la rumeur répandue par l'AfD selon laquelle en 2015, lorsque l'Allemagne avait accueilli des demandeurs d'asile, le gouvernement avait ouvert les frontières intérieures de l'Union européenne avec l'Autriche. Le lien implicite établi par Alexander Gauland entre les réfugiés et l'épidémie de COVID-19 a été revendiqué haut et fort par d'autres représentants et membres de l'AfD pendant la crise du coronavirus. Alexander Gauland ne se contenta toutefois pas de faire l'« éloge », en forme de cadeau empoisonné, du renforcement des contrôles aux frontières. Il souligna également l'importance de « l'État national démocratique et [de] sa capacité d'action ». Il critiqua par ailleurs l'absence d'un plan global du gouvernement face à la crise sanitaire et d'une « stratégie qui aille au-delà des deux à trois prochains mois » et qui apaise les craintes des citoyens. Peter Boehrin-

ger, également membre de l'AfD, s'est fait l'écho des critiques de son groupe autour des mesures de confinement : « Le fait de mettre à l'arrêt un pays entier a des conséquences rapides, et parfois irréversibles, pour de nombreuses personnes et entreprises : souffrances psychologiques liées aux restrictions de libertés, fermeture d'entreprises, précarité résultant de la perte d'un emploi, sans parler des atteintes aux droits civiques et à la propriété. » (Deutscher Bundestag 25/03/2020).

Si l'AfD a tenté d'accomplir un travail politique constructif en appelant à la révision et l'adaptation régulière de la stratégie de gestion de crise et de se positionner en lanceur d'alerte, elle a également dénoncé un « arrêt » total du secteur privé et des « dommages collatéraux intolérables », alors même que cet arrêt total n'a jamais eu lieu en Allemagne. Certes les restaurants et les commerces ont dû fermer temporairement aux mois de mars et avril 2020, mais le secteur de la production et bien d'autres branches du secteur privé n'ont pas été obligés d'arrêter leurs activités. Les entreprises étaient libres d'adopter les nouvelles règles telles que le chômage partiel et le télétravail pour une partie des salariés, et une grande partie d'entre elles n'ont pas eu recours à ces dispositifs. Par ailleurs, l'Allemagne n'a jamais décrété de confinement total. Aux yeux de l'AfD, l'assouplissement, puis la levée des restrictions en juillet (notamment la réouverture totale des restaurants et des commerces) sont intervenus trop tard. Le 2 juillet 2020, Peter Boehringer, député fédéral de l'AfD, a même fini par remettre en question la nécessité médicale des mesures prises par le gouvernement : ce dernier a en effet minimisé le coronavirus en le comparant à une « simple grippe » et a qualifié l'évolution de la maladie de « bénigne dans la plupart des cas ». Selon lui, le gouvernement aurait caché ces « faits » à la population et aurait mis en place une « politique antisociale et idéologisée en faveur des groupes d'intérêts écologiques de gauche » en déployant son programme d'aide au redressement économique (Deutscher Bundestag 02/07/2020).

Pendant la crise du coronavirus, des leaders de l'AfD ont pu s'adresser au grand public, en particulier sur les réseaux sociaux, où leurs formules chocs et leurs revendications frappantes de concision ont connu au fil du temps d'importants revirements qui ont constitué autant de tentatives du parti, souvent peu convaincantes et parfois trop tardives, de s'adapter à l'évolution de la crise et à ce que leurs sympathisants voulaient entendre. Par exemple, le porte-parole de l'AfD, Jörg Meuthen, déclara le 10 mars sur Facebook et Twitter : « C'est un désastre. La voilà, la grande crise économique de Merkel ». Alice Weidel, présidente du groupe parlementaire de l'AfD aux côtés d'Alexander Gauland, dénonça quant à elle la situation dans un tweet le 12 mars : « Le Danemark, la République tchèque, l'Italie et d'autres États de l'UE réagissent : ils réglementent la vie publique en toute logique. Il n'y a qu'en Allemagne que le #covid19 se propage librement. Les conséquences seront fatales ! Il est temps que le gouvernement prenne des mesures adaptées ! #coronaallemagne ». Jörg Meuthen s'est lui aussi exprimé au même moment : « L'Allemagne court à la catastrophe. Il faut imposer un confinement dès maintenant ! » Le 30 avril

⁷ Lors des élections en Saxe, le parti est arrivé en seconde position derrière la CDU. Dans les élections en Thuringe, il est arrivé en seconde position derrière Die Linke.

⁸ Ntv : l'AfD séduit 27% des hommes en l'Allemagne de l'Est : <https://www.n-tv.de/politik/Bei-Ost-Maennern-liegt-die-AfD-bei-27-Prozent-article21918960.html> [20 juillet 2020]

2020, soit seulement six semaines plus tard, Alice Weidel écrivait pourtant : « L'économie doit redémarrer IMMÉDIATEMENT. Les #restaurants doivent rouvrir avant le week-end. Les citoyens doivent pouvoir conserver leurs revenus et non se réduire à espérer quoi que ce soit de la gestion de crise désastreuse du #gouvernement! #marchedutravail #coronavirusDE ». Le revirement du parti, qui a interprété la stricte priorité accordée à la protection de la population presque exclusivement comme une forme de répression et une atteinte inutile aux intérêts économiques privés et publics, a coïncidé avec le recul du nombre de nouveaux cas. L'AfD a ainsi probablement tenté de faire sien le « paradoxe de la prévention », un concept désigné et critiqué par les épidémiologistes selon lequel la protection réussie de certaines franges de la population risque de renforcer la croyance selon laquelle les mesures prises auraient été exagérées, dépourvues de tout caractère de nécessité et auraient surtout eu des répercussions négatives.

LE POPULISME DE DROITE ET LES MANIFESTATIONS CONTRE LES MESURES SANITAIRES

Au regard de son positionnement dans la crise du coronavirus, l'AfD a manifestement voulu récupérer les contestations populaires qui se sont exprimées jusque fin avril sur les réseaux sociaux et dans des manifestations publiques. Les citoyens y ont exprimé leur mécontentement, leur exaspération et leur incompréhension face aux mesures sanitaires supposément « contraires à la démocratie » et face aux restrictions de la vie publique.⁹ En Allemagne, les protestations contre les mesures visant à endiguer l'épidémie ont débuté dès la mi-mars. La première manifestation contre les mesures sanitaires a eu lieu le dernier week-end de mars à Berlin, à l'initiative d'un ancien collectif de gauche anticapitaliste. Les actions du nouveau mouvement Expression de la résistance démocratique (« Kommunikationsstelle demokratischer Widerstand », KDW), placées sous le slogan « Pas sans nous », visaient les mesures de confinement décidées par le Bundestag, les assimilant à la « Loi des pleins pouvoirs » édictée sous la dictature nazie. Les manifestants ont relativisé les décès liés à l'épidémie de coronavirus et ont appelé à la défense de la Loi fondamentale et de la « liberté ». Bien que le mouvement ait officiellement pris ses distances avec la droite radicale, il a sans conteste continué à attirer de nombreux autres membres et partisans de l'extrême droite et de la droite populiste à la suite des manifestations. Des coopérations ont même été établies entre des organisateurs des manifestations et des conspirationnistes populistes de droite tels que l'ancien animateur radio Ken Jebsen. Progressivement, les manifestations contre les mesures sanitaires ont réuni jusqu'à 1000 personnes et se sont multipliées dans différentes régions. En avril, le nombre de manifestations a explosé, y compris en dehors de Berlin, et de nombreux nouveaux groupes et réseaux ont été créés à l'échelle fédérale. Sous le coup de l'in-

terdiction des rassemblements, partiellement levée sur décisions du tribunal constitutionnel les 15 et 17 avril 2020, ces manifestations, officiellement déclarées comme des « marches », ont rassemblé de plus en plus de personnes, en particulier à l'est de l'Allemagne. La ville de Stuttgart, située dans le Baden-Württemberg au sud du pays, est, elle aussi, devenue un haut lieu de ces manifestations. Ils étaient des milliers à défiler sous la bannière Querdenken 711 (Penseurs non conformistes) pour à la fois s'opposer aux mesures de restrictions, défendre les droits fondamentaux et réclamer de nouvelles élections fédérales en octobre 2020. La ville de Munich a quant à elle été le théâtre de manifestations régulières réunissant plusieurs milliers de personnes en mai. Début mai, au plus fort de la contestation, on a même dénombré plus de 60 manifestations déclarées le même jour.¹⁰ Dans les villes phares du mouvement, ce sont plusieurs milliers de personnes, parfois jusqu'à 10 000, qui ont défilé dans les rues. Des leaders des manifestations ont annoncé parallèlement la création de nouveaux partis tels que « WIR 2020 » (« NOUS 2020 »), « Basisdemokratische Partei Deutschland » (« Parti allemand de la démocratie directe ») et « Aufwachen 2020 » (« Réveil 2020 »). Reste à savoir si ces partis survivront dans la durée et seront soutenus sur le long terme. À l'échelle régionale, des modèles relativement différents en matière de soutien quantitatif et de contenus se sont formés. Alors que les manifestations se concentraient à l'ouest (dans le Baden-Württemberg et en Bavière), réunissant plusieurs milliers de personnes représentant un large éventail de la population, ce sont d'emblée les groupes et les personnalités populistes de droite et de l'extrême droite qui se sont imposés dans les Länder de l'Est (Virchow 2020). Toutefois, les manifestations n'y réunissaient souvent que quelques centaines de personnes. Cette foule hétéroclite composée d'adeptes de croyances ésotériques, de militants antivaccins, de conspirationnistes (par exemple issus du mouvement « QAnon » né aux États-Unis), de partisans des Citoyens du Reich (« Reichsbürger »¹¹) ou de sympathisants de l'extrême droite se soustrait à une catégorisation générique. Le mois de juillet a vu le nombre de manifestants sensiblement diminuer mais ce sont à nouveau 20 000 personnes qui se sont réunies le premier week-end d'août à Berlin pour protester contre les mesures de lutte contre le coronavirus imposées par le gouvernement.

À ce jour, c'est le 29 août 2020 que les manifestations ont rassemblé le plus grand nombre de participants. Ce jour-là, environ 40 000 personnes ont défilé à Berlin contre la politique du gouvernement liée au coronavirus, dont une grande partie de membres de l'AfD et quelques députés du parti au Bundestag, des membres et des partisans d'autres partis d'extrême droite, des groupuscules d'extrême droite ainsi que des personnes associées aux mouvements des Hooligans ou des Citoyens du Reich. En amont de ces manifestations,

⁹ Gauland, Alexander: Meinungs- und Versammlungsfreiheit muss auch in Krisenzeiten gelten, dans: AfD-Kompakt (12.5.2020), <https://afdkompakt.de/2020/05/12/meinungs-und-versammlungsfreiheit-muss-auch-in-krisezeiten-gelten/> [20.07.2020].

¹⁰ Chaîne Telegram « Demotermine » le weekend des 8 et 9 mai 2020.

¹¹ Le mouvement des « Reichsbürger » (Citoyens du Reich) représente un spectre hétérogène, dont le fondement idéologique est le rejet des bases juridiques et des institutions démocratiques de la République fédérale allemande. Les partisans du mouvement prônent le retour ou la perpétuation de l'Empire allemand et sont classés à l'extrême-droite. L'antisémitisme et les théories du complot sont également très présents au sein du mouvement.

les formations d'extrême droite se sont massivement mobilisées. Des appels à l'assaut du Bundestag et au renversement du gouvernement ont circulé sur les réseaux sociaux. Associés au populisme anti-élites croissant dans le mouvement, ces appels ont nourri un sentiment d'euphorie autour du « Jour X »¹² sur les réseaux sociaux. Lors des manifestations, cette euphorie s'est libérée à travers de violents affrontements entre des manifestants d'extrême droite et la police, devant les ambassades des États-Unis et de la Russie. Des manifestants d'extrême droite ont ainsi forcé les barrières devant le Bundestag et se sont rués vers l'entrée du bâtiment où ils se sont livrés à des affrontements avec la police, alors en sous-effectif. Les images de ces manifestants brandissant des drapeaux noir-blanc-rouge du Reich devant le Bundestag ont particulièrement choqué au regard de leur symbolique historique.¹³ Les organisateurs de la grande manifestation du mouvement Querdenken (Penseurs non conformistes), qui fut en grande majorité pacifique, ont pris leurs distances à la suite de ces violences. Mais en divisant les manifestants entre manifestants pacifiques d'une part et partisans violents d'extrême droite d'autre part, on occulte leurs points communs problématiques. Outre l'hostilité, largement partagée, envers les élites – à savoir les médias, les scientifiques et le gouvernement –, les théories du complot, par exemple celles du mouvement QAnon et des Citoyens du Reich d'extrême droite, semblent être le fil rouge des manifestations. Il ne s'agit pas d'individus et de groupes isolés, en témoigne par exemple le fait qu'un organisateur ait salué le 1er août une foule enthousiaste avec le cri de ralliement du mouvement QAnon : « Where we go one, we go all ». En outre, le porte-parole du mouvement des Penseurs non conformistes – accusé dans le passé d'avoir publié des posts racistes¹⁴ – a justifié la volonté du mouvement de créer une « assemblée constituante » en qualifiant la Loi fondamentale de « droit d'occupation », reprenant la rhétorique classique du mouvement d'extrême droite des Citoyens du Reich.¹⁵

Les leaders de l'AfD à l'échelle locale ont rapidement essayé de prendre la tête de ces manifestations marquées, surtout en Allemagne de l'Est, par la présence et la participation ostensibles de personnalités manifestement néonazies et de leurs soutiens, qui seraient des « citoyens inquiets » de la classe moyenne. Alexander Gauland a pris la défense des manifestants en déclarant notamment : « Tolérer des points de vue qui ne vous conviennent pas, cela fait partie de la liberté d'opinion. Ce ne sont pas les manifestations qui créent la fracture sociale toujours dénoncée mais le fait que l'on traite les manifestants de partisans de l'extrême droite,

de cinglés, d'esprits confus ou de conspirationnistes ».¹⁶ Les groupes populistes de droite et d'extrême droite n'instrumentalisent pas tous l'épidémie de la même manière. Parfois même, leur stratégie diverge. Alors que certains groupes nient son existence même et l'instrumentalisent en l'assimilant à un complot contre le peuple allemand, d'autres voient dans cette épidémie et dans les inégalités sociales qu'elle provoque le début d'un renversement du système favorable à leur agenda politique radical (Sold/Süß 2020). Tous s'accordent toutefois sur la nécessité de tirer parti des potentiels conflits sociaux pour former un « puissant mouvement citoyen anti-migrants » (Sellner 2020).

LA « CRITIQUE DU SYSTÈME » ET LES THÉORIES DU COMLOT DANS LE CONTEXTE DE LA CRISE DU CORONAVIRUS

Pendant la crise du coronavirus, l'extrême droite a revendiqué la « critique du système » dans la rue, tout comme lors des manifestations contre les demandeurs d'asile en 2015. Cette « critique du système » est caractéristique du mouvement raciste PEGIDA¹⁷ à Dresde. Outre ces mobilisations à caractère raciste, il y a déjà eu dans l'histoire d'autres tentatives de rassembler les mécontents, à gauche comme à droite, par exemple en 2014 lors des manifestations pro-russes du lundi et en 2019 lors des tentatives d'exportation en Allemagne du mouvement des gilets jaunes. Ces rassemblements ont toutefois eu un succès tout relatif. L'influence du conspirationnisme et la proximité avec le mouvement d'extrême droite des Citoyens du Reich étaient alors évidentes.¹⁸ Certains piliers de ces rassemblements, par exemple Jürgen Elsässer, Ken Jebsen, Rüdiger Hoffmann et Andreas Popp, sont aujourd'hui très influents dans les manifestations liées au coronavirus. Toutefois, ces manifestations se démarquent par leur nombre et leur plus grande capacité à réunir diverses franges de la société.

Selon une enquête en ligne non représentative menée en mars et en avril 2020, les théories du complot en lien avec le coronavirus et l'épidémie ont pris beaucoup d'ampleur en quelques jours seulement. En cause : la diffusion rapide de ces théories auprès de la population, en particulier sur les réseaux sociaux (IKG 2020). Déjà entre janvier et mars, on a constaté un essor notable des campagnes de désinformation et de fausses informations au sujet du coronavirus en anglais sur les réseaux sociaux (sur 4 Chan, Telegram, Gab,-

¹² N.d.T : date de l'effondrement de l'ordre public à laquelle se préparent certains groupes d'extrême droite en Allemagne.

¹³ Tagesschau: Entsetzen über Eskalation am Reichstagsgebäude (30.8.2020) <https://www.tagesschau.de/inland/corona-demo-berlin-131.html> [3 septembre 2020]

¹⁴ Tagesspiegel: Der Hass, den Stephan Bergmann im Netz verbreitete (31.7.2020) <https://www.tagesspiegel.de/berlin/dokumentation-der-hass-den-stephan-bergmann-im-netz-verbreitete/26054768.html> [3 septembre 2020]

¹⁵ Reitschuster.live: Auflösung der Corona-Demo am 30.8., Querdenken-Sprecher Bergmann im Interview <https://www.youtube.com/watch?v=pA7feiCxBw> [3 septembre 2020]

¹⁶ Gauland, Alexander: Meinungs- und Versammlungsfreiheit muss auch in Krisenzeiten gelten, dans: AfD Kompakt (12.5.2020). <https://afdkompakt.de/2020/05/12/meinungs-und-versammlungsfreiheit-muss-auch-in-krisenzeiten-gelten/> [20 juillet].

¹⁷ « Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes » (Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident)

¹⁸ Manifestations du lundi : <https://taz.de/Rechte-Montagsdemo-in-Berlin/!5043804/> et <https://www.vice.com/de/article/9bvn95/antifa-gegen-hooligans-npd-reichsbuerger-montagsdemo-vier-zu-null-072> [10 août 2020] ; Manifestations des gilets jaunes : <https://www.tagesspiegel.de/berlin/gekaperte-proteste-in-berlin-aussen-gelbweste-innen-reichsbuerger/23911796.html> et : <https://www.belltower.news/gilets-jaunes-warum-feiert-die-neue-rechte-die-gelbwesten-proteste-in-frankreich-79065/> [10 août 2020]

Facebook, Instagram, etc.), qui se sont également diffusées auprès des internautes germanophones. Les messages sont très variés, de la critique des restrictions imposées par le gouvernement aux grandes théories du complot, parfois teintées de ressentiments racistes, antisémites et populistes de droite. Au début de la pandémie déjà, les personnes d'origine asiatique et les migrants, accusés d'être les principaux vecteurs des épidémies et des maladies, étaient la cible de nouveaux propos racistes (Velásquez et al. 2020). En février 2020, on a assisté en Allemagne à un essor pré-occupant des attaques et des insultes racistes.¹⁹ Les thématiques centrales des manifestations – l'ésotérisme, le rejet des vaccins ainsi que la remise en question des scientifiques et des institutions et des médias publics – se sont en partie mélangées à des théories du complot concernant des sociétés secrètes et les élites, lesquelles ont été intégrées au discours global sur l'épidémie. Les propos et les conspirations antisémites gagnent également du terrain. Selon un rapport interne du ministère des Affaires étrangères israélien, l'Allemagne se place en troisième position après les États-Unis et la France sur le plan des théories du complot antisémites dans le contexte épidémique (Banse/Müller 2020).

Même si le lien entre réseaux sociaux et mouvements de protestation est complexe²⁰, les réseaux sociaux jouent aujourd'hui un rôle prépondérant dans la mobilisation, la communication et la diffusion de fausses informations et de théories du complot à propos de l'épidémie. Malgré les annonces et les suppressions médiatisées de contenus par les plus grands réseaux sociaux (Facebook et Twitter), les « Super Spreaders » (comptes les plus influents) qui diffusent de fausses informations et des théories du complot sont suivis par une fourchette allant de 600 000 (Twitter) à 1,5 million (Facebook) d'internautes.²¹ YouTube héberge également de nombreuses vidéos de conspirationnistes de droite consacrées au virus. Certaines atteignent plusieurs millions de vues.²² Ce sont principalement les personnalités connues telles que le musicien Xavier Naidoo, les médias apparentés à l'extrême droite par le BfV ou encore la filiale allemande de la plateforme russe RT Deutsch qui trouvent leur public pour ces contenus. Enfin, l'application de messagerie Telegram est en plein essor. Depuis 2017, les personnalités et les groupes populistes de droite et d'extrême droite y sont de plus en plus nombreux. Ils voient en cette plateforme le

« centre névralgique de la guerre d'information »²³ et une alternative « non censurée » aux grands opérateurs. En avril, la plateforme déclarait compter plus de 400 millions d'utilisateurs réguliers et gagner chaque jour quelque 1,5 million d'adeptes.²⁴ Les manifestations anti-coronavirus s'organisent dans plusieurs centaines de groupes. De grandes chaînes Telegram partageant des contenus conspirationnistes, populistes de droite et critiques vis-à-vis du coronavirus ont enregistré une explosion du nombre de vues quotidiennes entre mars et début mai.²⁵ Les campagnes de désinformation et de fausses informations sont diffusées sous forme de vidéos, de photos et de textes et sont, dans certains groupes, associées à des discours antisémites et racistes. Telegram permet à ses utilisateurs et utilisatrices d'organiser, d'analyser et de promouvoir des manifestations, de réunir des membres de partis, de lancer des pétitions et de diffuser des conseils pratiques du quotidien et des documents pour contourner les mesures de protection du gouvernement. Certains groupes publics propagent des discours de haine et des incitations à la violence contre les grandes figures à l'origine des mesures du gouvernement et contre les minorités.

LA SOLIDARITÉ EUROPÉENNE DANS LE VISEUR DU POPULISME DE DROITE

Au cours des débats sur le plan de relance européen pour lutter contre le coronavirus (adopté après que l'Allemagne a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne le 1er juillet 2020), l'AfD a essayé de faire le lien avec sa revendication historique : une politique fiscale nationaliste et anti-UE, que le parti défend depuis sa création en 2013, invoquant l'atteinte portée aux « intérêts allemands » et le « pillage des contribuables allemands ». Lors du Sommet européen extraordinaire qui s'est tenu à Bruxelles, les États membres ont voté une enveloppe budgétaire de 1,8 billion d'euros qui prévoit des subventions et des prêts. Alice Weidel, spécialiste des questions de finances publiques au sein de l'AfD, a réagi le 21 juillet 2020 en qualifiant Angela Merkel et Emmanuel Macron de « fossoyeurs de la démocratie en Europe ». ²⁶ Ce règlement de compte alarmiste est l'occasion pour l'AfD de faire entendre sa sempiternelle récrimination, qui consiste à faire de l'Allemagne la principale perdante de la politique financière commune de l'UE, laquelle présenterait essentiellement des inconvénients pour le pays, compte tenu de son statut de contributeur net. Le parti voit

¹⁹ Association des instances de conseil pour les victimes de violences racistes, antisémites et d'extrême droite (Verband der Beratungsstellen für Betroffene rechter, rassistischer und antisemitischer Gewalt, VBRG): 2020.

²⁰ Voir par exemple: Kneuer, Marianne/Saskia Richter (2018). Empörungsbewegungen: Der Einfluss von sozialen Medien auf die Protestbewegungen. Dans : Remus, Nadine/Lars Rademacher (2018): Handbuch NGO-Kommunikation. Wiesbaden: éd. Springer.

²¹ Richter, Marie; Labbé, Chine; Padovese, Virginia; McDonald, Kendrick (NewsGuard): Die 16 populärsten Twitter-Accounts in Deutschland, Italien und Frankreich, die Falschinformationen über das neuartige Coronavirus verbreiten (20.5.2020), <https://www.newsguardtech.com/de/twitter-superspreaders-europe/> [10 August 2020] and Richter, Marie; McDonald, Kendrick (NewsGuard): Die elf populärsten Facebook-Seiten, die Falschinformationen über das neuartige Coronavirus verbreiten (7.5.2020), <https://www.newsguardtech.com/de/superspreeder-von-corona-falschinformationen/> [10 August 2020].

²² Par exemple, une vidéo du conspirationniste Ken Jebsen intitulée « Gates kapert Deutschland » (Gates veut prendre le contrôle de l'Allemagne) a été vue 3,3 millions de fois (en date du 12 août 2020).

²³ Hass im Netz.info: Coronapandemie und rechtsextreme Onlinepropaganda. Disponible en ligne sur : <https://www.hass-im-netz.info/themen/artikel/corona-pandemie-und-rechtsextreme-onlinepropaganda> [10 août 2020].

²⁴ Singh, Manish (TechCrunch): Telegram hits 400M monthly active users (24.4.2020) <https://techcrunch.com/2020/04/24/telegram-hits-400-million-monthly-active-users/> (10 août 2020).

²⁵ Holnburger, Josef sur Twitter: Verschwörungserzählungen auf #Telegram. Ein Blick auf die Szene – als Thread. Mal wieder. (22.6.2020) <https://twitter.com/holnburger/status/1274956380554825736> [27 août 2020].

²⁶ Weidel, Alice (AfD): Merkel und Macron sind die Totengräber der Demokratie in Europa (21.7.2020) <https://www.afd.de/alice-weidel-merkel-und-macron-sind-die-totengraeber-der-demokratie-in-europa/> [21 juillet 2020].

les subventions accordées aux États économiquement plus faibles et surtout la garantie des dettes comme une « attaque au portefeuille du contribuable allemand », occultant tout ce dont la population allemande bénéficie grâce à l'Union européenne. Ce n'est rien de moins qu'une tentative de diaboliser encore davantage Angela Merkel – la figure ennemie du parti – auprès de la frange néolibérale et anti-UE de son électorat, les thèmes habituels des populistes de droite (le droit d'asile, les migrants et l'intégration) n'étant plus au cœur des débats politiques. En témoignent les déclarations de Stephan Brandner, membre de la direction de l'AfD et député au Bundestag, aux yeux duquel la politique européenne d'Angela Merkel mènerait « [son] pays droit dans le mur ». ²⁷ Beatrix von Storch, également membre de la direction de l'AfD et députée au Bundestag, déclara le 21 juillet 2020 sur Twitter : « Une chose est sûre : on ne peut compter sur Merkel pour RIEN, sauf pour nous trahir et nous vendre ». La crise sanitaire et ses répercussions ont été l'occasion idéale pour l'AfD de réitérer sa critique violente et simplificatrice des élites politiques et du rôle des institutions démocratiques (nationales et supranationales). Le parti en a également profité pour tenir un discours nativiste et ethnocentré faisant de la solidarité entre États européens un fardeau « motivé par une idéologie » (le « socialisme de la dette ») et une « trahison » de la part des démocrates à l'encontre de « leur propre peuple ». Ce type de discours est également une tentative de l'AfD de tirer parti de la crise sanitaire et de ses futures répercussions socio-économiques.

Sur le plan de la politique économique internationale, l'AfD s'élève contre la « vente des technologies allemandes et européennes » et appelle à un contrôle des investissements chinois. ²⁸ Au cours de la crise sanitaire, certains membres du parti ont adapté leur critique de la mondialisation en dénonçant une trop forte dépendance vis-à-vis de l'Asie, notamment pour l'achat de masques. ²⁹ Dans le contexte de l'épidémie de coronavirus, Martin Frohnmaier, porte-parole du groupe parlementaire de l'AfD sur les questions de développement, a réitéré en avril 2020 son appel à cesser immédiatement les aides au développement accordées par l'Allemagne à la Chine. ³⁰ Au vu de la situation politique actuelle à Hong Kong, l'AfD a condamné les « ambitions de colonisation » et la « volonté des communistes chinois de prendre le pouvoir ». ³¹ Étrangement, la position officielle du parti vis-à-vis de la Russie de Poutine est bien moins protection-

niste ou souverainiste, et n'invoque pas les droits fondamentaux et les droits humains démocratiques. L'AfD est ainsi clairement opposée aux sanctions de l'UE imposées à la Russie et soutient Nord Stream 2, le projet de gazoduc en mer Baltique. ³²

PERSPECTIVES

En résumé, les députés populistes de droite et de l'extrême droite en Allemagne n'ont pas réussi, du moins jusqu'à maintenant, à accroître leur potentiel électoral en essayant de tirer parti des manifestations contre les mesures visant à endiguer l'épidémie de COVID-19. Au contraire, la population a largement approuvé la gestion de la crise par la coalition gouvernementale et une majorité écrasante réprouve les manifestations contre ces mesures. Comme l'ont montré les événements survenus le 29 août à Berlin, ces manifestations sont toutefois l'occasion pour les militants et les groupes d'extrême droite de se mettre en scène et de provoquer des troubles, faisant apparaître des points d'intersection manifestes avec d'autres franges du mouvement de contestation. L'Allemagne court ainsi le risque d'une normalisation des idées et des symboles de l'extrême droite au sein des manifestations et, à plus long terme, dans la société. Une grande partie des manifestations se sont progressivement éloignées des récriminations initiales – les restrictions imposées par le gouvernement pour lutter contre le coronavirus – pour se tourner vers des revendications populistes (de droite), anti-élites et, en partie, antidémocratiques. Une situation préoccupante qui fait craindre la poursuite et le renforcement de ces manifestations antidémocratiques sur le long terme, quelle que soit la manière dont évolue l'épidémie.

²⁷ Brandner, Stephan (AfD): Mit ihren EU Verschuldungs-Forderungen gibt sich Merkel der Lächerlichkeit preis (19.7.2020) <https://www.afd.de/stephan-brandner-mit-ihren-eu-verschuldungs-forderungen-gibt-sich-merkel-der-laecherlichkeit-preis/> [21 juin 2020].

²⁸ AfD: Außen- und Sicherheitspolitik <https://www.afd.de/aussen-sicherheitspolitik-aussenhandel-entwicklungshilfe/> [3 septembre 2020].

²⁹ Wolle, Carola (AfD): Warum kauft Baden-Württemberg Atemschutz in China, nicht im Ländle? (1.4.2020) <https://afdkompakt.de/2020/04/01/warum-kauft-baden-wuerttemberg-atemschutz-in-china-nicht-im-laendle/> [3 septembre 2020].

³⁰ Frohnmaier, Markus (AfD) sur Facebook: Entwicklungshilfe für China ist wie Hartz IV für Bill Gates (1.7.2020) <https://www.facebook.com/frohnmaier/videos/640134653261676/> [3 septembre 2020].

³¹ Hampel, Armin-Paulus (AfD): Chinas kalte Machtergreifung in Hong Kong (25.5.2020) <https://www.afdbundestag.de/hampel-chinas-kalte-machtergreifung-in-hong-kong/> [3 septembre 2020].

³² AfD: Außen- und Sicherheitspolitik <https://www.afd.de/aussen-sicherheitspolitik-aussenhandel-entwicklungshilfe/> [3 septembre 2020].

Bibliographie

Balser, Markus (2020) : Kalbitz blitzt mit Eilantrag gegen AfD-Ausschluss ab, in: Süddeutsche Zeitung, <https://www.sueddeutsche.de/politik/kalbitz-afd-ausschluss-meuthen-1.5005897> (21.08.2020).

Banse, Dirk ; Müller, Uwe (2020) : In Deutschland verbreiten sich antisemitische Verschwörungstheorien, in: Welt, <https://www.welt.de/politik/deutschland/article207814673/Corona-Krise-Israel-warnt-vor-judenfeindlichen-Verswoerungstheorien.html> (07.05.2020).

Belitz, Heike; Clemens, Marius; Fratzscher, Marcel; Gornig, Martin; Kemfert, Claudia; Kritikos, Alexander S.; Michelsen, Claus; Neuhoﬀ, Karsten; Rieth, Malte; Spieß, C. Katharina. (2020) : Mit Investitionen und Innovationen aus der Corona-Krise, DIW-Berlin, https://www.diw.de/de/diw_01.c.791596.de/publikationen/wochenberichte/2020_24_5/mit_investitionen_und_innovationen_aus_der_corona-krise.html (20.07.2020).

Bundesagentur für Arbeit (BA 2020) : Statistiken aktuell, <https://statistik.arbeitsagentur.de> (20.07.2020).

Bundesministerium der Finanzen (BMF 2020) : Eckpunkte des Konjunkturprogramms: Corona-Folgen bekämpfen, Wohlstand sichern, Zukunftsfähigkeit stärken <https://www.bundesfinanzministerium.de/Content/DE/Standardartikel/Themen/Schlaglichter/Konjunkturpaket/2020-06-03-eckpunktetpapier.pdf> (20.07.2020).

Bundesministerium des Inneren, für Bau und Heimat (BMI 2020) : Verfassungsschutzbericht 2019, <https://www.verfassungsschutz.de/embed/vsbericht-2019.pdf> (20.07.2020).

Deutscher Bundestag (25.03.2020) : Plenarprotokoll des Deutschen Bundestags – 19. Wahlperiode – 154. Sitzung. Berlin, Mittwoch, den 25. März 2020: <https://dipbt.bundestag.de/dip21/btp/19/19154.pdf> (17.07.2020).

Deutscher Bundestag (02.07.2020) : Plenarprotokoll des Deutschen Bundestags – 19. Wahlperiode – 170. Sitzung. Berlin, Donnerstag, den 2. Juli 2020: <http://dipbt.bundestag.de/doc/btp/19/19170.pdf> (20.07.2020).

Funke, Hajo (2020) : Die Höcke-AfD: Vom gärrigen Haufen zur rechtsextremen »Flügel«-Partei: Eine Flugschrift, Hamburg.

Institut für interdisziplinäre Konflikt- und Gewaltforschung (IKG 2020) : Erste Ergebnisse einer Online-Umfrage zur gesellschaftlichen Wahrnehmung des Umgangs mit der Corona-Pandemie in Deutschland, <https://pub.uni-bielefeld.de/download/2942930/2942931/Rees%20et%20al.%20Erste%20Ergebnisse%20einer%20Online-Umfrage%20zur%20gesellschaftlichen%20Wahrnehmung%20des%20Umgangs%20mit%20der%20Corona-Pandemie%20in%20Deutschland.pdf> (21.06.2020).

Kühne, Simon; Kroh, Martin; Liebig, Stefan; Rees, Jonas; Zick, Andreas; Entringer, Theresa; Goebel, Jan; Grabka, Markus M.; Graeber, Daniel; Kröger, Hannes; Schröder, Carsten; Schupp, Jürgen; Seebauer, Johannes; Zinn, Sabine (2020) : Gesellschaftlicher Zusammenhalt in Zeiten von Corona: Eine Chance in der Krise?, SOEPpapers on Multidisciplinary Panel Data Research, DIW Berlin, https://www.diw.de/documents/publikationen/73/diw_01.c.793201.de/diw_sp1091.pdf (21.07.2020).

Leffers, Jochen (2020) : Bundesschiedsgericht bestätigt Parteiausschluss von Kalbitz, de: Spiegel, <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/andreas-kalbitz-bundesschiedsgericht-bestaetigt-parteiausschluss-von-brandenburger-afd-fraktionschef-a-03e30d90-13aa-4e99-ad4b-221259342ef6> (25.07.2020).

Pfahl-Traugbber, Armin (2019) : Die AfD und der Rechtsextremismus: Eine Analyse aus politikwissenschaftlicher Perspektive, Wiesbaden.

Robert Koch-Institut (RKI 2020) : Information zu gestiegenen Fallzahlen in Deutschland https://www.rki.de/DE/Content/InfAZ/N/Neuartiges_Coronavirus/Gestiegene_Fallzahlen.html (25.07.2020).

Sellner, Martin (2020) : Coronademos: Proxythema und „Lucke-Effekt“, de: Sezession, <https://sezession.de/63203/coronademos-proxythema-lucke-effekt> (04.08.2020).

Sold, Manjana; Süß, Clara-Auguste (2020) : The Coronavirus as a Means to an End: Extremist Reinterpretations of the Pandemic, <https://blog.prif.org/2020/03/30/the-coronavirus-as-a-means-to-an-end-extremist-reinterpretations-of-the-pandemic/> (30.03.2020).

Steffen, Tilman (2020) : Das Ende der alten Sicherheiten, de: Die Zeit, <https://www.zeit.de/politik/deutschland/2020-04/afd-coronavirus-strategie-krise-migranten-covid-19/komplettansicht> (20.07.2020).

Thorwarth, Katja (2020) : Maske der „Freiheit“: Das blau-braune Corona-Chaos der AfD, de: Frankfurter Rundschau, <https://www.fr.de/meinung/afd-alice-weidel-coronavirus-maskenpflicht-schutzmaske-demo-corona-frankfurt-13786091.html> (20.07.2020).

Velásquez, N.; Leahy R.; Johnson Restrepo N.; Lupu Y.; Sear R.; Gabriel N.; Jha O.; Goldberg B.; Johnson N.F. (2020) : Hate multiverse spreads malicious COVID-19 content online beyond individual platform control, <https://arxiv.org/ftp/arxiv/papers/2004/2004.00673.pdf> (10.08.2020).

Virchow, Fabian (2020) : Corona-Demos: Pegida im neuen Gewand, de: ZEIT Online, https://blog.zeit.de/stoerungsmelder/2020/06/03/corona-demos-pegida-im-neuen-gewand_29820 (03.06.2020).

Friedrich-Ebert-Stiftung

Fondée en 1925, la Fondation Friedrich-Ebert (FES) est la plus ancienne fondation politique d'Allemagne. Fidèle à l'héritage politique de l'ancien président Friedrich Ebert, elle défend les valeurs fondamentales de la social-démocratie : la liberté, la justice et la solidarité. La FES est liée aux idéaux de la social-démocratie et des syndicats indépendants.

La FES soutient la social-démocratie par le biais de différentes activités :

- L'éducation politique visant à renforcer la société civile
- Le conseil politique
- La coopération internationale grâce à son réseau de bureaux présents dans une centaine de pays
- Le soutien des étudiant.es par le biais d'un programme de bourse
- L'entretien de la mémoire collective de la social-démocratie notamment à travers ses archives et sa bibliothèque dédiée

MENTIONS LÉGALES

© 2020

FES Rome en coopération avec la FES Paris.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES.

L'utilisation commerciale des publications de la Friedrich-Ebert-Stiftung n'est autorisée qu'avec l'accord préalable de la FES.

Illustration de la couverture : ©Noé

Conception : www.bergsee-blau.de

Mise en page : www.zumweissenroessl.de

EUROPA

Populisme de droite et crise du COVID-19

En Europe, de nombreux gouvernements ont bénéficié d'un regain de confiance lors de la crise du coronavirus. Leurs mesures visant à lutter contre la pandémie – limitations des libertés personnelles et des contacts, couvre-feux, mise à l'arrêt d'autres pans de l'économie et extension des pouvoirs de l'exécutif – ont été globalement bien accueillies et soutenues au début de la crise. Toutefois, on a observé au fil des semaines de restrictions une augmentation de l'insatisfaction et de la défiance vis-à-vis des gouvernements. Certains pays, notamment l'Allemagne, ont été le théâtre de manifestations contre la politique gouvernementale. Par ailleurs, les « fake news » et les théories du complot ne n'ont pas été sans incidence sur les débats publics.

La FES a commandé des études dans une série de pays confrontés à la forte influence ou à l'essor des mouvements populistes de droite (Suède, Finlande, Italie, France, Espagne et Allemagne), dont l'objectif est de déterminer dans quelle mesure le populisme de droite a pu tirer politiquement parti de la crise du coronavirus en Europe. Ces études ont fait l'objet d'une synthèse permettant une analyse comparative de ces tendances et des perspectives qui en découlent.

Pour plus d'informations à ce sujet, rendez-vous sur :
fes.de/c19rex